

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°366
22 Janvier 2025
ISSN 1245-0286

**On ne peut se prononcer pour l'abrogation de la réforme des retraites
et accepter de discuter avec le gouvernement et le patronat de son aménagement :
Les représentants syndicaux doivent boycotter le « conclave » de Bayrou
et préparer au combat centralisé contre ses projets de budgets**

*À la CAN du SNASUB-FSU, réunie les 21 et 22 janvier 2025,
le courant Front Unique a présenté cette motion :*

À la suite du gouvernement Barnier, censuré sur son projet de budget de la Sécu, le gouvernement Macron-Bayrou entend « faire un effort historique de baisse des dépenses publiques » pour le budget de l'État. C'est sur les travailleurs, les retraités, les chômeurs que pèseront les 32 milliards de baisse des dépenses publiques combinées aux 20 milliards de recettes supplémentaires. Dans le même temps, l'État continue d'exonérer le patronat de cotisations (80 milliards aujourd'hui contre 37 il y a dix ans) ou de lui octroyer des dizaines de milliards d'aides ; il accroît par ailleurs de 3,3 milliards supplémentaires le budget de l'armée.

Si Kasbarian est parti avec ses propos au bazooka, les menaces de contre-réformes profondes de la Fonction publique restent entières comme le confirme son remplaçant, Laurent Marcangeli. « Nous avons besoin de réformes, non pas pour le plaisir de les aligner sur une table mais parce qu'elles sont là, prêtes, parce qu'elles font l'objet d'un consensus politique ». Bayrou a lui réclamé « un puissant mouvement de « débureaucratization » » tout en annonçant une série de décisions contre nos droits :

- Maintien du gel du point d'indice, suppression de la GIPA, réduction à 90% du traitement perçu en cas d'arrêt maladie (900 millions d'économie contre 289 millions pour 2 jours de carences supplémentaires), baisse de 5% des crédits des opérateurs de l'État. Partout dans nos services, nous voyons les premières conséquences de ce budget, en particulier dans les universités, asphyxiées financièrement.

La CAN du SNASUB-FSU réunie le 22 janvier 2025 se prononce pour le retrait de ces mesures et rappelle son exigence du retrait des projets Guerini que Marcangeli entend reprendre à son compte.

Mais avec 32 milliards de dépenses publiques en moins, c'est bien l'ensemble des travailleurs qui est concerné par ce budget de casse.

La CAN condamne les projets de budget Macron-Bayrou et appelle à l'unité des organisations syndicales pour obtenir son retrait.

Fragile au parlement, le gouvernement cherche à gagner du temps, à légitimer ses réformes et à lier les mains des organisations syndicales en mettant en place un conclave sur les retraites. Prévu pour trois mois, ce conclave est ouvert pour l'instant aux seules confédérations et à l'UNSA, mais la FSU a dit avoir l'assurance de Matignon d'être ensuite « associée à la concertation ». Non seulement il n'est pas question ici d'abroger la réforme des retraites mais cette concertation, cadrée par l'expertise de la Cour des comptes, doit permettre d'aller plus loin encore, au nom de « l'intérêt général », en réalité les intérêts de la bourgeoisie, dans la casse de nos droits : la retraite à points ou par capitalisation, la baisse des pensions, la remise en cause du Code des pensions.

La CAN du SNASUB-FSU réunie le 22 janvier 2025 réaffirme notre mandat pour l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites.

Elle se prononce donc pour que la FSU rejette toute proposition de concertation sur l'aménagement de cette réforme et s'adresse en ce sens à la CGT, FO et SUD.

Face à un gouvernement qui entend s'appuyer sur le dialogue social pour mieux avancer dans sa politique de casse, se prononcer pour le rejet du conclave serait le signe clair d'une volonté d'affronter le gouvernement et en premier lieu son budget qui doit être combattu par une mobilisation centrale en direction de l'Assemblée nationale.

(Résultat du vote : 4 pour / 13 contre / 6 abstentions / 1 refus de vote)